

Dans ce numéro

Les sites d'orpaillage du Sahel, nouvelle source de revenus pour les groupes armés, selon International Crisis Group...

(Page 2)

Au Niger, l'État islamique dans le grand Sahara soupçonné d'être impliqué dans la mort d'un chef traditionnel...

(Page 3)

Du matériel de surveillance utilisé par l'armée américaine fabriqué en Chine...

(Page 4)

En Ukraine, interpellation d'un leader du groupe État islamique lors d'une opération conjointe lancée avec la CIA...

(Page 5)

Le prochain déploiement des missiles russes Sarmat, un problème majeur pour l'OTAN, selon un journal chinois...

(Page 6)

L'Égypte menacée de sanctions américaines en cas d'achat par Le Caire d'avions de combat russes...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Une attaque visant des diplomates américains et israéliens aurait été déjouée par les services de renseignement jordaniens...

Les services de renseignement jordaniens disent avoir déjoué une opération anti-américaine et anti-israélienne visant les ambassades de ces deux pays en Jordanie. Selon le journal koweïtien *Al-Rai*, les services de renseignement jordaniens ont annoncé, mardi 12 novembre, avoir déjoué une tentative d'attaque que deux présumés terroristes envisageaient de mener contre des diplomates américains et israéliens ainsi que des militaires américains dans une des bases militaires à Al-Jafr dans le sud de la Jordanie.

(Press TV, le 12-11-2019)

Au moins six morts après l'attaque d'un village tanzanien par des djihadistes présumés...

Six Tanzaniens ont été tués et sept blessés par balle au cours d'une attaque menée par des hommes non identifiés contre leur village dans la nuit de lundi à mardi, près d'une région du Mozambique où sévissent des djihadistes, a-t-on appris mercredi de source policière tanzanienne. « Les assaillants, vraisemblablement venus du Mozambique, ont rassemblé les villageois avant d'ouvrir le feu » a affirmé le chef du département des enquêtes criminelles de la police tanzanienne, Robert Boaz, au cours d'une réunion publique non loin du lieu de l'attaque, dans le district de Tandahimba. « Six sont morts et sept ont été blessés » a-t-il indiqué. L'attaque a été menée contre le village de Ngongo, situé côté tanzanien sur un îlot de la rivière Ruvuma, qui délimite une partie de la frontière entre la Tanzanie et le Mozambique, a précisé M. Boaz. « La police et les autres corps de sécurité font tout pour que toutes les personnes impliquées soient arrêtées et traduites en justice » a-t-il soutenu. « Aucune goutte de sang d'un Tanzanien ne peut être versée impunément » a-t-il ajouté, appelant la population à coopérer avec la police. L'identité des assaillants ainsi que leurs motivations restent pour l'heure inconnues. Selon les médias mozambicains, des Tanzaniens figurent parmi les islamistes présents dans la province mozambicaine de Cabo Delgado, frontalière avec la Tanzanie. Depuis presque deux ans, ces djihadistes ont multiplié les raids contre de nombreux villages de cette province, tuant au moins 300 civils et entraînant le déplacement de dizaines de milliers d'autres. Le chef de la police tanzanienne, Simon Sirro, avait par ailleurs affirmé en octobre 2018 que des « criminels tanzaniens » en fuite cherchaient à établir leur base au Mozambique. Ces criminels sont selon lui impliqués dans plusieurs meurtres, en 2016 et 2017, de policiers et d'autorités administratives locales dans le district de Kibiti. Les mobiles de ces attaques en 2016 et 2017 sont restés flous, mais le président John Magufuli avait laissé entendre en juin 2017 qu'il y aurait des motivations religieuses derrière ces meurtres, que certains ont imputés à des extrémistes musulmans.

(Africa Radio, le 14-11-2019)

À Kaboul au moins sept morts après l'explosion d'un véhicule piégé non loin du ministère de l'Intérieur...

Au moins sept personnes ont été tuées et dix autres blessées, dont quatre étrangers par l'explosion, aujourd'hui à Kaboul, d'un véhicule piégé, a indiqué un porte-parole du ministère de l'Intérieur. L'explosion s'est produite non loin de ce ministère. Le porte-parole a précisé que l'attaque menée à l'aide d'un minibus chargé d'explosifs visait un 4x4 d'une entreprise de sécurité étrangère appelée GardaWorld.

(La voix de l'Amérique, le 13-11-2019)

Le déplacement des bases de l'État islamique d'Irak et de Syrie vers l'Afghanistan inquiète les pays de la région...

Dans une interview exclusive accordée le jeudi 14 novembre au magazine d'actualité, *India Today*, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif a déclaré que Daech ne constituait pas une menace pour un seul pays, mais pour toute la région. Selon le chef de la diplomatie iranienne, le groupe terroriste Daech constitue une menace commune pour l'Inde, le Pakistan, la Russie et même la Chine. Il a déclaré que ces pays doivent s'unir pour lutter contre la menace de ce groupe terroriste. « Le retour de Daech constitue une menace pour l'Iran, l'Inde et le Pakistan. Le groupe terroriste déplace ses bases d'Irak et de Syrie en Afghanistan. Il y a des zones en Afghanistan qui sont une menace pour tout le monde » a-t-il averti. Et de poursuivre : « Les daechistes ont mené des opérations au Tadjikistan, en Ouzbékistan et en Arménie depuis leurs bases en Afghanistan. Ces informations sont d'importantes évolutions. Nous discutons régulièrement avec nos amis indiens de la délocalisation de Daech et de la menace émanant du transfert de ce groupe terroriste. Nous sommes également en contact avec le Pakistan, la Russie et la Chine. Cette lutte contre le terrorisme est un problème qui peut tous nous unir ». Interrogé sur le rôle des États-Unis dans la lutte contre ce fléau, il a déclaré : « Les États-Unis ne nous aideront pas. Nous devons, nous-mêmes, nous entraider ».

(Press TV, le 15-11-2019)

Trois blessés après une attaque au couteau lors d'un spectacle musical dans la capitale saoudienne...

En Arabie saoudite, on apprend que trois personnes ont été blessées hier dans une attaque au couteau à Riyad. Les victimes participaient à un spectacle musical, selon la télévision d'État saoudienne. L'assaillant, toujours selon la télévision d'État, a été arrêté.

(Médi-1, le 12-11-2019)

Plusieurs djihadistes auraient été neutralisés lors d'une vaste offensive de l'armée malienne dans le centre du pays...

Au Mali l'armée dit mener actuellement une vaste offensive dans le centre du pays. Plusieurs djihadistes ont été tués dans l'opération menée avec le soutien de l'armée de l'air malienne. Elle intervient après deux attaques meurtrières récentes des djihadistes dans lesquelles une centaine de soldats maliens ont trouvé la mort en un mois.

(La voix de l'Amérique, le 12-11-2019)

Plusieurs blessés après l'attaque d'une patrouille militaire dans l'est du Burkina Faso...

Dans l'est du Burkina Faso, trois assaillants ont été abattus hier à Foutouri dans ce que l'armée qualifie de vigoureuse riposte à une attaque terroriste contre un détachement militaire. L'armée a expliqué l'incident dans un communiqué : « Le 11 novembre à l'aube aux environ de 5 heures du matin, le détachement militaire de Foutouri qui se trouve dans la province de la commanderie a été la cible d'une attaque terroriste ». L'état-major des armées souligne que la vigoureuse riposte des unités a permis de neutraliser au moins trois assaillants et de récupérer de l'armement et des munitions. Deux soldats du détachement ont été légèrement blessés, toujours selon le texte.

(La voix de l'Amérique, le 12-11-2019)

Les sites d'orpaillage du Sahel, nouvelle source de revenus pour les groupes armés, selon International Crisis Group...

Les djihadistes et les autres groupes armés ont trouvé dans les mines d'or du Sahel une nouvelle source de revenus, profitant de la défaillance des États concernés, met en garde l'ONG International

Crisis Group (ICG) dans un rapport publié mercredi. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, des groupes armés s'emparent depuis 2016 de sites d'orpaillage dans des zones où l'État est faible ou absent. Leur convoitise est attisée par le boum du secteur aurifère artisanal depuis la découverte, en 2012, d'un filon saharien, écrit cette organisation dédiée à la prévention et la résolution des conflits. Ces trois pays sont directement frappés par la propagation des activités djihadistes à partir du nord du Mali depuis 2012. Ces agissements se doublent de conflits inter-communautaires. Les violences ont fait des milliers de morts, combattants et civils. Ces États pauvres peinent à faire face, malgré la présence de forces étrangères et de l'ONU, et à contrôler de vastes étendues de territoire également livrées au brigandage. Les djihadistes se financent eux-mêmes grâce à de multiples trafics. Les groupes armés, y compris djihadistes, trouvent dans les mines d'or une nouvelle source de financement, voire un terrain de recrutement, dit l'ICG. Les sites aurifères peuvent même servir de lieu de formation, par exemple au maniement des explosifs, dit-il. L'ICG souligne l'importance des enjeux non seulement sécuritaires mais financiers. La production artisanale d'or représenterait désormais près de 50% des volumes produits industriellement. Elle atteindrait chaque année 20 à 50 tonnes au Mali, 10 à 30 tonnes au Burkina Faso et 10 à 15 tonnes au Niger, soit une valeur monétaire globale située entre 1,9 et 4,5 milliards de dollars par an, dit-il. Plus de deux millions d'acteurs seraient directement impliqués dans l'orpaillage artisanal: un million au Burkina Faso, 700 000 au Mali, et 300 000 au Niger, estime l'ONG selon laquelle le nombre d'emplois indirects pourrait être trois fois plus élevé. L'ICG préconise que les États réinvestissent les zones aurifères, soit directement, soit par l'entremise d'intervenants privés, et réglementent davantage l'exploitation artisanale. Il appelle les Émirats arabes unis - Dubaï spécifiquement -, la Suisse et la Chine, principaux importateurs de l'or sahélien, à renforcer le cadre légal de leurs importations d'or pour réduire le risque de blanchiment d'argent et de financement des groupes armés. *(Africa Radio, le 13-11-2019)*

Au Niger, l'État islamique dans le grand Sahara soupçonné d'être impliqué dans la mort d'un chef traditionnel...

Un chef traditionnel a été tué mardi dans le sud-ouest du Niger, près de la frontière malienne, dans la région de Tillabéri en proie aux attaques djihadistes, a annoncé son entourage à l'AFP. Entre avril et juillet, au moins trois chefs traditionnels et quatre responsables touaregs ont été tués dans des attaques attribuées à l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) par des sources sécuritaires. « Ali Maïnassara, chef du village de Boni a été enlevé lundi dernier par des hommes armés et son corps a été retrouvé hier après-midi » a affirmé à l'AFP un de ses proches. « Les assaillants ont incendié sa maison et sont repartis avec lui » a-t-il précisé. « La stratégie de l'EIGS est d'en finir avec la chefferie traditionnelle très influente au Niger dans les zones frontalières. « C'est une façon de vider la zone de la présence effective de l'État à travers cette représentation pour s'installer et imposer la loi » avait expliqué à l'AFP une source sécuritaire. Les attaques djihadistes ont contraint des milliers de civils à fuir leur village pour se réfugier plus au sud, selon les ONG. *(Africa Radio, le 14-11-2019)*

Des installations de télécommunication somaliennes détruites par l'armée kényane dans le cadre de la lutte contre Al-Shabaab...

L'armée kényane a mené ces deux dernières années au moins cinq attaques sur des installations de télécommunication en Somalie, dans lesquelles deux civils ont été tués, a établi un nouveau rapport d'experts de l'ONU. Les Forces de défense du Kenya (KDF) ont détruit entre 2017 et 2019 des mâts de télécommunication en Somalie, probablement pour empêcher les militants islamistes shabaab d'utiliser le signal de téléphones portables pour déclencher des bombes, selon ce rapport remis lundi au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce comité d'experts, chargé de vérifier que les sanctions imposées à la Somalie sont bien appliquées, a expliqué avoir reçu des informations sur des attaques de l'armée kényane contre douze tours de télécommunication gérées par l'opérateur Hormuud Telecom, installé à Mogadiscio. Presque toutes ces attaques ont eu lieu dans la région de Gedo, dans le sud de la Somalie, à la frontière avec le Kenya. « Le comité a été en mesure de corroborer indépendamment cinq de ces attaques, qui ont débouché sur la mort de deux civils » a-t-il indiqué. Un garde de sécurité et un membre de sa famille sont morts en juillet 2018 dans un bombardement imputé aux KDF, selon le rapport. Le comité a noté que ces attaques pourraient avoir eu pour but d'empêcher les shabaab de déclencher des engins explosifs improvisés. Confrontée aux preuves assemblées par les experts, l'armée kényane a nié être impliquée dans ces attaques, a observé le comité. *(Africa Radio, le 14-11-2019)*

En République Tchèque, six ans et demi de prison pour un Slovaque soupçonné d'avoir voulu préparer un attentat...

Soupçonné d'avoir voulu commettre un attentat terroriste, un ressortissant slovaque a été condamné à six ans et demi de prison par le tribunal municipal de Prague, et expulsé de République Tchèque pour une durée indéterminée. Dominik Kobulnický se serait converti à l'islam en 2015 et, avait, selon les enquêteurs, partagé sur sa page *Facebook* du contenu faisant la promotion de l'organisation de l'État islamique ainsi que de l'Émirat du Caucase. Les policiers avaient découvert chez lui des produits chimiques permettant de concevoir des explosifs ainsi que des vidéos expliquant comment fabriquer une bombe. Le suspect a toujours nié toute intention terroriste et a réaffirmé au tribunal avoir voulu produire des feux d'artifice en vue de la Saint-Sylvestre. La décision de justice de ce vendredi est susceptible d'appel.

(Radio Prague international, le 15-11-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Du matériel de surveillance utilisé par l'armée américaine fabriqué en Chine...

Une entreprise américaine est accusée d'avoir fourni à l'armée américaine et à d'autres de ses clients, des dizaines de millions de dollars d'équipements de surveillance chinois prétendument fabriqués aux USA. Le stratagème illicite aurait commencé à être découvert après que des experts en sécurité auraient traité des images fournies par des caméras corporelles récemment achetées par l'US Air Force et qu'un logo du ministère chinois de la Sécurité publique aurait été repéré sur les appareils. *Sputnik* a rapporté cette information. La fraude commise par Aventura Technologies Inc. a suscité une grave préoccupation en matière de cybersécurité, a déclaré le procureur fédéral de Brooklyn, Richard Donoghue, ajoutant que, bien qu'il n'y ait eu aucune violation enregistrée, des courriels et d'autres preuves citées dans la plainte pénale indiquaient que les Chinois étaient bien au courant de ce qui se passait. La marchandise fabriquée en Chine, mais systématiquement rebaptisée comme si elle avait été fabriquée dans une usine américaine a été installée sur des dizaines de bases de l'armée de terre, de la marine et de la force aérienne, dans des installations du département de l'énergie et, entre autres, sur des porte-avions de la marine US, selon la plainte pénale. Les contrats du gouvernement fédéral représentaient 20 millions de dollars du budget d'Aventura, l'entreprise totalisant 88 millions de dollars depuis 2010. Aventura a également été accusée d'avoir diffusé une photo du dirigeant de la société, Jack Cabasso, montrant la chaîne de montage de la société. La photo semblait être une image des travailleurs d'une installation chinoise. L'année dernière, Cabasso a envoyé un courrier électronique à un employé d'un fabricant chinois, affirmant que des mesures devaient être prises pour garantir que le véritable fabricant ne puisse être retrouvé. Il a souligné que le plus gros problème était que les clients puissent remarquer les informations d'identification de l'entreprise sur les cartes de circuit imprimé et leur a demandé de les dissimuler. Selon la plainte, le projet a commencé à se révéler après que le concepteur, développeur et fabricant innovant de matériel de sécurité - comme on l'appelle sur son site Web - ait vendu 25 caméras corporelles à l'US Air Force. Lorsque les experts en sécurité ont téléchargé les images, ils ont repéré le logo du ministère chinois de la Sécurité publique sur les appareils, selon le procureur. Par ailleurs, une analyse de logiciel aurait révélé que le fabricant de la caméra en Chine savait que l'US Air Force était l'utilisateur final prévu de l'appareil.

(Press TV, le 11-11-2019)

Un cofondateur des Casques blancs syriens retrouvé mort à Istanbul...

Ce lundi 11 novembre, le fondateur du groupe Casques blancs a été retrouvé mort, ont rapporté les sources locales indiquant que des preuves préliminaires laissent penser qu'il s'est suicidé. La police d'Istanbul affirme que James Le Mesurier avait été retrouvé mort, lundi matin, près de son domicile dans le district de Beyoglu, dans le centre d'Istanbul. Un diplomate a déclaré que les circonstances autour de sa mort n'étaient pas claires. Certaines sources ont indiqué qu'il était peut-être tombé du balcon de son appartement dans la ville turque. James Le Mesurier, ancien officier de l'armée britannique, était le directeur de la fondation Mayday Rescue qui avait créé en 2013 le groupe nommé Casques blancs. Il y a trois jours à peine, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a demandé à la Grande-Bretagne de préciser le rôle précis de Le Mesurier, lui demandant s'il avait des liens avec Al-Qaïda. Zakharova a également affirmé ce qui est largement connu, à savoir que Le Mesurier avait auparavant servi auprès du Service de renseignement extérieur du Royaume-Uni. « Jetons un coup d'œil à qui a créé cette structure. Il est reconnu que l'un des

fondateurs des Casques blancs était James Le Mesurier. Il est un ancien officier des services de renseignement du Royaume-Uni, en particulier du MI6, service de renseignement extérieur » a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères lors d'un point de presse à Moscou vendredi. « Cet homme a été repéré dans de nombreux conflits à travers le monde, y compris dans les Balkans et au Moyen-Orient. En outre, plusieurs chercheurs soulignent les liens de cet ancien espion avec des organisations terroristes alors qu'il travaillait au Kosovo. Des données suggèrent que des membres d'Al-Qaïda font partie de son équipe » a ajouté Maria Zakharova. Les Casques blancs font partie d'une organisation extrêmement controversée pour son soutien apporté aux terroristes en Syrie. Financé par le Royaume-Uni et les États-Unis, le groupe prétend aider les civils en Syrie, mais des critiques et des observateurs neutres l'ont accusé de liens étroits avec de multiples groupes terroristes en Syrie, y compris la branche locale d'Al-Qaïda.
(Press TV, le 12-11-2019)

Les services secrets occidentaux impliqués dans la mort de James Le Mesurier, selon Bachar Al-Assad...

Le président syrien Bachar Al-Assad a affirmé jeudi 14 novembre, dans un entretien accordé à *Sputnik* et à la chaîne de télévision *Rossiya 24*, que James Le Mesurier, retrouvé mort à Istanbul le 11 novembre, avait été éliminé par les services secrets occidentaux dirigés par la CIA. Cet ancien officier de l'armée britannique dirigeait l'ONG *Mayday Rescue* qui coordonnait les dons destinés aux Casques blancs syriens. Son corps a été découvert au pied de l'immeuble de plusieurs étages où il habitait avec son épouse. Selon le président Assad, M. Le Mesurier connaissait des secrets importants tout comme Oussama Ben Laden et Abou Bakr Al-Baghdadi, qui avaient aussi collaboré avec les services secrets occidentaux. « Ces personnes sont devenues un fardeau, leur rôle est terminé. Une fois leur rôle terminé, il est désormais nécessaire de se débarrasser d'elles » a-t-il noté.
(Radio Sputnik, le 15-11-2019)

Affaire ukrainienne : un canal diplomatique irrégulier avait été mis en place avec l'Ukraine, selon William Taylor...

Ancien militaire William Taylor a ouvert les auditions publiques et télévisées aux côtés d'un autre diplomate de carrière, George Kent, haut responsable du département d'État spécialiste de l'Ukraine. Les deux témoins avaient déjà livré leur version à huis clos en octobre. M. Taylor a affirmé qu'un canal diplomatique irrégulier avait été mis en place avec l'Ukraine et que cette diplomatie parallèle était dirigée par Rudy Giuliani avocat personnel du président Donald Trump. « À la mi-août il m'est apparu évident des efforts de Giuliani visant à poursuivre des intérêts allant à l'encontre des objectifs à long terme de la politique américaine en Ukraine » a renchéri M. Kent.
(La voix de l'Amérique, le 14-11-2019)

Washington tente de convaincre Séoul de poursuivre le partage de renseignements avec le Japon...

Les États-Unis chercheraient à convaincre la Corée du Sud de revenir sur sa décision de mettre fin à l'accord de partage de renseignements conclu avec le Japon. L'information a été donnée par un officiel du département d'État américain. En août, Séoul a annoncé son intention de ne pas renouveler l'Accord général de sécurité des informations militaires, le GSOMIA, qui expire le 23 novembre. Les États-Unis pousseraient la Corée du Sud à revenir sur sa décision. Ils évoquent des risques potentiels pour la coopération face à la Chine et à la Corée du Nord. Le diplomate américain a déclaré vendredi qu'il avait profité d'une récente visite à Séoul pour rencontrer ses homologues et souligner l'importance du maintien du GSOMIA. Il considère également que Japonais et Sud-Coréens devraient se rencontrer pour en discuter et résoudre leurs contentieux. D'après lui, les États-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour faciliter les négociations bilatérales. Les ministres de la Défense des États-Unis, du Japon et de Corée du Sud devraient aborder la question lors de leur rencontre, ce dimanche à Bangkok, en marge de la réunion élargie des responsables de la défense des pays de l'ASEAN.
(Radio Japon international, le 16-11-2019)

En Ukraine, interpellation d'un leader du groupe État islamique lors d'une opération conjointe lancée avec la CIA...

Le Service de sécurité d'Ukraine a annoncé avoir arrêté un chef du groupe terroriste Daech lors d'une opération conjointe lancée avec la CIA américaine et les autorités géorgiennes. Selon le SBU, il s'agit

d'un ressortissant géorgien qui a passé quatre ans en Syrie. Un chef de Daech, Al-Bara Chichani, a été arrêté près de son domicile dans la région ukrainienne de Kiev dans le cadre d'une opération organisée par le Service de sécurité d'Ukraine (SBU), la CIA américaine et les forces de l'ordre géorgiennes, a annoncé vendredi 15 novembre le service de presse du SBU. « Un dirigeant clé de l'organisation terroriste Daech a été arrêté suite à une opération conjointe du Service de sécurité d'Ukraine, du ministère géorgien de l'Intérieur et de l'Agence centrale de renseignement américaine, dans la région de Kiev » a indiqué le service de presse. Al-Bara Chichani, qui a la nationalité géorgienne, a travaillé pour Daech en Syrie de 2012 à 2016. Il a notamment occupé la fonction d'assistant du djihadiste d'origine géorgienne Abou Omar Al-Chichani. En 2016, Al-Bara Chichani s'est rendu en Turquie et à l'été 2018, il est illégalement arrivé en Ukraine en utilisant un faux passeport, note le SBU. Selon le service ukrainien, pendant son séjour en Ukraine, Al-Bara Chichani continuait de coordonner les activités de groupes de Daech. « À l'heure actuelle, il est en détention en vue de son extradition. Nous vérifions les informations sur son implication dans des crimes commis en Ukraine » a ajouté le service. Le Service de sécurité d'État géorgien a confirmé à *Sputnik* l'arrestation d'Al-Bara Chichani non loin de Kiev.

(*Radio Sputnik, le 16-11-2019*)

... MILITAIRE ...

En Corée du Sud, un mort et plusieurs blessés après une explosion dans un laboratoire de l'Agence pour le développement de la défense...

Selon *Sputnik*, une explosion s'est produite dans un laboratoire de l'Agence pour le développement de la défense (ADD) dans la ville de Daejeon, située à 160 kilomètres au sud de Séoul. Une personne a été tuée et au moins cinq autres blessées, rapporte l'agence de presse *Yonhap*. L'explosion a eu lieu ce mercredi à 16h24, heure locale. L'un des blessés était un des scientifiques travaillant dans le laboratoire. Après l'incident, environ 120 pompiers ont été dépêchés sur les lieux.

(*Press TV, le 14-11-2019*)

Le prochain déploiement des missiles russes *Sarmat*, un problème majeur pour l'OTAN, selon un journal chinois...

Le déploiement du missile balistique intercontinental russe *Sarmat* en 2020 peut constituer un problème majeur pour les systèmes de défense de l'Amérique et de l'OTAN. Selon un article paru dans le journal chinois *Sina*, *Sputnik* a annoncé que les missiles *Sarmat* pouvaient remplacer le missile intercontinental *Vayvoda R-36*. Le missile *Sarmat* a une portée de 18 000 kilomètres. Il peut transporter jusqu'à 16 ogives nucléaires. Selon les journalistes chinois, ces ogives pourraient détruire toute installation située sur un territoire aussi vaste que le Texas ou la France. La publication chinoise s'intéresse également à la fabrication de missiles hypersoniques russes. Il est à noter que ces armes constituent une menace telle qu'elles peuvent forcer l'Occident à revoir sa stratégie de défense et de dissuasion nucléaires. Les journalistes chinois ajoutent en citant des experts militaires américains que la Russie a clairement devancé les États-Unis en termes d'armes hypersoniques. *Sarmat* est un système stratégique de la 5e génération de missiles balistiques intercontinentaux. La principale différence avec les systèmes de missiles disponibles est qu'il est capable de larguer ses ogives le long de la trajectoire de vol. En raison de cette caractéristique, aucun système de défense anti-aérienne dans le monde n'est pratiquement en mesure de l'intercepter.

(*Press TV, le 15-11-2019*)

En Corée du Nord importantes manœuvres aériennes réalisées en présence de Kim Jong-un...

En Corée du Nord, selon un média officiel, le leader Kim Jong-un a assisté aux manœuvres à grande échelle des forces aériennes de son pays. Le *Rodong Sinmun*, organe de presse du Parti des travailleurs, a fait savoir samedi que M. Kim s'était rendu dans la ville orientale de Wonsan pour être témoin de l'événement. Dans le cadre de cet exercice, présenté comme un concours de figures aériennes, des tirs d'obus et des largages de bombes ont été effectués. M. Kim aurait déclaré que l'exercice avait démontré l'aptitude des forces aériennes nord-coréennes à développer des équipements susceptibles d'évaluer et de détruire un appareil ennemi. Si le rapport ne fait aucune mention des États-Unis, cette démonstration de force constituait une réponse vraisemblable aux prochaines manœuvres militaires américano-sud-coréennes. Le groupe américain de recherche *38 North* a annoncé jeudi que, selon des images satellites, plus de 70 avions militaires nord-coréens, notamment des avions de combat MiG-29 et des bombardiers, étaient alignés sur le tarmac d'un

aéroport de Wonsan. Il ajoutait M. Kim pourrait se rendre sur ce site.
(*Radio Japon international, le 16-11-2019*)

... CYBERESPACE ...

Sur les réseaux sociaux diffusion d'une vidéo suggérant l'absence de contrôles à l'aéroport international de Bamako...

Au Mali la police a annoncé des mesures disciplinaires après la diffusion d'une vidéo suggérant un laxisme à l'aéroport international de Bamako. Selon les images circulant sur les réseaux sociaux, des passagers sont entrés sur le territoire sans croiser de policiers ni subir de contrôles. Une vidéo tournée à l'arrivée à Bamako d'un vol d'Air Mauritanie en provenance de Brazzaville dans la nuit de jeudi à vendredi a suscité l'indignation sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué la direction de la police des frontières a expliqué que l'avion était arrivé plus d'une heure plus tôt que prévu. Les portes séparant la zone internationale du reste de l'aéroport étaient bien fermées, mais un agent de la direction des aéroports s'est permis d'ouvrir les portes avec sa carte magnétique sans en référer à la police et en violation des procédures, indique la police malienne. Les ministres de la Sécurité et des Transports se sont rendus depuis à l'aéroport, a ajouté la police dans un autre communiqué publié ce week-end, affirmant que des mesures disciplinaires ont été prises contre tous les agents qui étaient en poste. Le directeur général de la police rassure l'opinion nationale et internationale sur le fait que des dispositions supplémentaires seront prises afin que de tels incidents ne se reproduisent plus jamais, précise le communiqué.

(*La voix de l'Amérique, le 11-11-2019*)

Les logiciels malveillants de la Corée du Nord continueront à être rendus publics par le cyber-commandement américain...

Le cyber-commandement américain (United States Cyber Command) a annoncé qu'il continuerait de rendre publics les logiciels malveillants provenant de Corée du Nord afin d'entraver toutes cyberattaques. C'est ce qu'a rapporté *Radio Free Asia (RFA)*, citant le discours du directeur général de cette agence, lors d'une conférence sur la cybersécurité organisée hier dans l'État de Virginie. Selon David Luber, P'yongyang finance le développement d'armes grâce à l'argent rapporté par ses activités cybercriminelles. D'où la motivation de cette décision. Ce dispositif fait partie en effet de la stratégie de l'engagement persistant, souligné par le commandant Paul Nakasone, dans un rapport de l'état-major interarmées en janvier 2018. Le projet consiste à opérer une défense active et permanente, pour bloquer les attaques incessantes de Corée du Nord et de Chine. L'organisme a divulgué en septembre dernier onze logiciels nuisibles du régime nord-coréen sur le site *VirusTotal*. Leurs premières révélations remontent à novembre 2018.

(*KBS World Radio, le 13-11-2019*)

Vers la disparition totale du nombre de « like » sur les comptes Instagram...

Les Sud-Coréens présents sur *Instagram* ne pourront plus voir le nombre de « J'aime » recueilli par les publications des autres utilisateurs. Un dispositif introduit à partir d'aujourd'hui par le réseau social dans cinq pays dont les États-Unis, l'Allemagne, l'Inde et l'Indonésie. Au lieu du nombre de vues, pour les vidéos, et de « like », pour les photos, il est simplement affiché « plusieurs personnes ». Seul le propriétaire du compte a désormais accès au chiffre exact. Les autres utilisateurs peuvent, quant à eux, seulement voir les identifiants de ceux qui ont aimé les publications. Cette mise à jour est appliquée, dans un premier temps, à une partie des abonnés sélectionnés au hasard, puis sera élargie à tous les utilisateurs. Elle a été menée à titre expérimental depuis mai dernier dans sept pays, tels que le Canada, l'Italie et le Japon. Un changement, à première vue, plutôt apprécié. La firme, détenue par *Facebook*, s'attend à ce que masquer ces informations permette de diminuer la pression des utilisateurs concernant les réactions des autres, et ainsi de se concentrer sur les photos et les vidéos à proprement parler.

(*KBS World Radio, le 15-11-2019*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Un bateau de patrouille à grande vitesse offert par Tokyo aux garde-côtes philippins...

Le Japon a mis à disposition des Philippines un bateau de patrouille à grande vitesse. Tokyo souhaite ainsi aider Manille à renforcer ses opérations antiterroristes. Une cérémonie marquant l'événement a

eu lieu dans la capitale lundi aux quartiers généraux des garde-côtes philippins. Masahiro Nakata, ministre à l'ambassade japonaise, a qualifié les Philippines de partenaire important pour les efforts du Japon de parvenir à une région Indo-Pacifique libre et ouverte. Masahiro Nakata a ajouté que le Japon espère contribuer à la paix et à la stabilité régionales en mettant à disposition de ce pays du sud-est asiatique les équipements dont il a besoin. Ce bateau neuf de 15 mètres de long est l'un des navires les plus rapides de la garde-côtière philippine. Cette dernière souhaite renforcer ses capacités de dissuader des terroristes d'entrer dans le pays.

(Radio Japon international, le 11-11-2019)

L'Égypte menacée de sanctions américaines en cas d'achat par Le Caire d'avions de combat russes...

Selon des informations parues jeudi dans *The Wall Street Journal*, le secrétaire d'État, Mike Pompeo et le secrétaire à la Défense, Mark Esper, ont envoyé, mercredi 13 novembre, des lettres d'avertissement au gouvernement du Caire pour le contraindre à renoncer à un accord portant sur l'achat d'avions Su-35 à la Russie. « Si l'Égypte n'arrête pas l'achat des Su-35, ce pays fera l'objet des sanctions américaines » souligne le journal citant les lettres. Selon une autre dépêche en provenance de la région, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou qui s'est rendu en Égypte, s'est entretenu, mardi 12 novembre, avec le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi. « Moscou est prêt à passer à l'acte pour renforcer les capacités militaires et la puissance défensive de l'armée égyptienne et l'Égypte, qui occupe une bonne place en Afrique, compte parmi les partenaires stratégiques de la Russie dans la région » a-t-il déclaré. Il est à préciser que l'Égypte a signé un contrat de 2 milliards de dollars avec la Russie pour acheter plus de 20 avions de combat multirôles Su-35, a rapporté le quotidien russe, *Kommersant*. Le journal a annoncé que plus de 20 avions ainsi que des armes seraient livrés à l'Égypte entre 2020 et 2021. Selon des sources d'information auprès de l'industrie de la défense russe, les avions de chasse remplaceraient les Mig-21 et les dérivés chinois du J-7. *Kommersant* suggère que le contrat a été signé en fin de l'année dernière.

(Press TV, le 15-11-2019)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67